

Les statuts provinciaux du Bas-Canada, étant la troisième session du deuxième parlement provincial du Bas-Canada. Québec: William Vondenvelden, imprimeur à la Nouvelle Imprimerie, 1799.

39 George III – Chapitre 2

Acte qui continue encore un Acte passé dans la trente-sixième Année du Règne de Sa Majesté, intitulé “Acte qui fait une Provision temporaire pour le règlement du Commerce entre cette Province et les Etats Unis de l’Amérique, par terre ou par la Navigation intérieure.” [3me juin, 1799.]

Vu qu’il est encore expédient de continuer un Acte passé dans la Trente-sixième Année du Règne de Sa présente Majesté, intitulé, “Acte qui fait une Provision temporaire pour le règlement du Commerce entre cette Province et les Etats-Unis de l’Amérique par terre ou par la Navigation intérieure.” Qu’il soit donc statué par la très Excellente Majesté du Roi, par et de l’avis et consentement du Conseil Législatif et de l’Assemblée de la Province du Bas-Canada, constitués et assemblés en vertu de et sous l’autorité d’un Acte du Parlement de la Grande Bretagne, intitulé "Acte qui rappelle certaines parties d’un Acte passé dans la quatorzième année du Règne de Sa Majesté, intitulé, "Acte qui pourvoit plus efficacement pour le Gouvernement de la Province de Québec dans l’Amérique Septentrionale, et qui pourvoit plus amplement pour le Gouvernement de la dite Province," et il est par le présent statué par la même autorité, que le dit Acte intitulé, “Acte qui fait une Provision temporaire pour le règlement du Commerce entre cette Province et les Etats-Unis de l’Amérique par terre ou par la Navigation intérieure,” et toutes matières et choses y continues, continueront et seront en force jusqu’au premier de Janvier, Mil huit cent, et de là jusqu’à la fin de la Session alors prochaine du Parlement Provincial et pas plus long-tems. Pourvu toujours que tous et chaque Ordre ou Ordres émanés et publiés sous l’autorité du susdit Acte, ou qui seront émanés et publiés sous l’autorité de cet Acte, ne continueront point et ne seront point en force plus long tems que le dit premier jour de Janvier dix-huit cent, et de là jusqu’à la fin de la Session alors prochaine du Parlement Provincial.